

Avril 2025



Zones couvertes

Bakouma – Ndele – Alindao –
Zémio

Réalisé par le consortium

CPCA, FNOHD,
HDS, lead

RAPPORT D'ÉVALUATION DES BESOINS SECTORIELS EN ABRIS-AME

Avril 2025

SOMMAIRE

Abbréviations	iii
Liste des figures	iv
Introduction.....	1
Objectifs	1
Résultats attendus.....	1
1.0. Méthodologie.....	2
1.1. Lieu – durée et équipe de la mission.....	2
1.2 Les outils de collecte.....	2
1.3 Echantillonnage	2
1.4 Traitement et analyse	3
1.5 Assurance qualité.....	3
1.6 Limite de l'évaluation.....	3
2.0. Résultats et analyse des données de l'enquête	3
2.1. Profil des enquêtés.....	3
2.2. TYPES D'ABRIS ET DE TOITURES	4
2.3. ETAT EXTERIEUR DES ABRIS	4
2.4. ETAT INTERIEUR DES ABRIS.....	5
2.5. BESOINS PRIORITAIRES.....	8
2.6. IMPACT SUR LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITES.....	9
2.7. REDEVABILITE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE.....	10
Conclusion et Recommandations.....	10

ABBREVIATIONS

AME	Article Ménager Essentiel
CCCM	Comp Coordination and Comp Management
CPC	Coalition des Patriotes pour le changement
FNOHD	Force des Nations pour un Œuvre Humanitaire Durable
CPCA	Collectif pour la Paix en Centrafrique
HDS	Humanitarian Data Support
HNRP	Humanitarian Need and Response Plan
NFI	Non Food Item
PDI	Personne Déplacée Interne
WASH	Water, Sanitation and Hygiene

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Répartition de type d'abris occupé par les ménages.....	4
Figure 2: Répartition des abris selon le type de toiture.....	
Figure 3: Etat extérieur des abris.....	5
Figure 4: Etat intérieur des abris.....	5
Figure 5: Proportion des ménages pouvant cuisiner là où ils sont	6
Figure 6 : Les obstacles à la préparation des repas sur les sites	7
Figure 7 : Proportion des ménages pouvant dormir là où ils sont	7
Figure 8: Répartition des causes de problème de sommeil.....	7
Figure 9: Besoins prioritaires des répondants.....	8
Figure 10: Les articles ménagers manquants au sein des ménages.....	9
Figure 11: Proportion des ménages qui savent comment faire une suggestion de plaintes	10
Figure 12: proportion des ménages ayant déjà déposé une plainte.....	10
Figure 13: Proportion de feedback	10

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, la République Centrafricaine (RCA) traverse une crise militaro-politique sans précédente de son histoire, atteignant un pic entre 2013 et 2014. Cette période a été marquée par des atrocités, des exactions, des pillages, des vols, des viols, et des atteintes graves aux droits humains, incluant des agressions sexuelles et des violences de tout type.

Les conflits récurrents et les affrontements localisés ont accru les tensions intercommunautaires, fragilisant la cohésion sociale dans de nombreuses régions, notamment à Bangui et dans l'arrière-pays. La crise électorale du dernier trimestre 2020, liée à la naissance de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), a déclenché une nouvelle vague de violences, affectant l'ensemble du pays malgré la signature de l'Accord de paix de février 2019.

Bien qu'une nette amélioration du contexte humanitaire ait été observée au cours des cinq dernières années, certaines personnes déplacées internes (PDI) restent dans une situation de vulnérabilité prolongée. En 2025, selon le Humanitarian Needs and Response Plan (HNRP), 67 % des PDI vivant sur les sites sont encore confrontés à des conditions précaires. Selon les données du Cluster Abris/Article Ménager Essentiel (AME), plus de 401 180 personnes ont un besoin critique en matière d'abris et de NFI (Non-Food Items), dont 43 652 PDI dans les camps.

Face à ces défis, le consortium FNOHD, CPCA et HDS a entrepris cette évaluation pour fournir aux acteurs humanitaires et au Cluster Abris/AME des informations détaillées, nécessaires à une prise de décision efficace et ciblée.

L'évaluation des conditions de vie des ménages dans les zones concernées a mis en lumière non seulement les défis spécifiques liés à l'abri et les articles ménagers essentiels, mais aussi les impacts profonds sur plusieurs secteurs essentiels à la survie et au bien-être des populations. Les résultats obtenus révèlent que les conditions de logement, souvent précaires et insalubres, ne sont pas des problèmes isolés, mais qu'elles sont intrinsèquement liées à des enjeux plus larges, affectant directement des secteurs tels que la santé, la protection l'éducation, la sécurité alimentaire et la WASH (Eau, Hygiène et Assainissement).

OBJECTIFS

L'objectif principal de cette évaluation est de fournir une vue d'ensemble de la situation et des besoins en termes de AME et Abris des populations afin d'informer la communauté humanitaire pour une bonne planification de la réponse humanitaire.

De façon spécifique :

- Evaluer la situation actuelle et identifier les besoins en termes de kits abris et d'articles ménagers des populations dans les communes ciblées
- Evaluer les expériences des bénéficiaires des interventions en termes de kits abris et d'articles ménagers (satisfaction, utilisation).

RESULTATS ATTENDUS

Les données sur le profil des ménages des zones ciblées sont collectées et disponibles ;

Les données sur les besoins prioritaires des ménages en termes de AME et abris sont collectées et analysées ;

Une expertise multisectorielle des besoins prioritaires des ménages des zones ciblées est disponible ;

Les données et les informations pertinentes sont mises à disposition des différents clusters leur permettant de fournir une réponse (assistance) aux personnes affectées.

1.0. METHODOLOGIE

1.1. LIEU – DUREE ET EQUIPE DE LA MISSION

L'évaluation a été réalisée dans les communes d'Alindao, Ndélé, Bakouma et Zémio, du 20 février au 20 mars 2025, tandis que la ville de Bangui a abrité les travaux préparatoires de la mission, ainsi que les activités de compilation et de traitement des données. La mission de collecte était composée de 16 personnes, mobilisées pour assurer la mise en œuvre effective de l'exercice sur le terrain.

1.2 LES OUTILS DE COLLECTE

L'enquête quantitative a principalement ciblé les chefs de ménage ou leurs représentants, avec l'utilisation de l'outil numérique KoboCollect pour assurer une collecte efficace et de haute qualité, optimisant la saisie rapide et précise directement sur le terrain et simplifiant la gestion des questionnaires structurés tout en intégrant des mécanismes de vérification en temps réel pour renforcer la qualité, la cohérence et la fiabilité des informations recueillies ; les enquêteurs ont été formés à l'utilisation de tablettes numériques équipées de l'application KoboCollect, garantissant une collecte fiable dans les zones accessibles, cette approche technologique ayant permis de gagner en convivialité et en rapidité dans le traitement des informations, au total 16 agents de collecte externes et internes formés pour cette tâche durant une journée ayant été mobilisés pour cette activité.

Par ailleurs, des discussions de groupe ont été organisées avec des groupes distincts d'hommes et de femmes pour favoriser des échanges ouverts et enrichis, chaque groupe étant composé d'un maximum de 12 participants, les discussions avec les femmes étant animées exclusivement par des facilitatrices et celles des hommes par des facilitateurs, afin de garantir un environnement sécurisé et propice à l'expression. Toutes les sessions se sont tenues sur les sites d'évaluation, dans des lieux isolés, pour préserver la confidentialité et encourager des témoignages sincères. Un guide d'entretien spécifique ayant été conçu pour orienter ces discussions avec les ménages déplacés ainsi que les groupes d'hommes et de femmes.

Préparation de la mission de collectes

La mission de collecte des données a été précédée d'une phase préparatoire scindée en deux étapes :

Formation théorique

Une formation théorique a été facilitée par l'équipe HDS au bénéfice de celle de CPCA et de FNOHD avant le déploiement sur terrain. Cette formation a été focalisée sur l'approche méthodologique d'administration des formulaires, de l'exercice de traduction des mots clés des différents formulaires en Sango.

Activité pratique pilote

Les enquêteurs qui ont facilités la collecte des données ont été recrutés localement. Avant le démarrage de la collecte, un renforcement de capacités théoriques leur a été faite sur les mêmes thématiques traitées à Bangui et faciliter par l'équipe HDS.

1.3 ECHANTILLONNAGE

Pour déterminer la taille de l'échantillon, le logiciel statistique « Sample size calculator » en ligne¹ a été utilisé. Le seuil de confiance de 99% et une marge d'erreur de 5% ont été employés pour définir la taille de l'échantillon. La population cible était les personnes déplacées vivants sur sites composées de 3 578 ménages. En appliquant le seuil de confiance et la marge d'erreur ci-dessus mentionnés, la taille de l'échantillon calculée a donné 783 ménages. Il est important de mentionner que la base de sondage qui a servi au calcul de l'échantillon sont les données de CMP de décembre 2024.

¹ [Sample Size Calculator by Raosoft, Inc.](#)

1.4 TRAITEMENT ET ANALYSE

Les données collectées ont été rigoureusement traitées et analysées à l'aide de Microsoft Excel, u qui a largement contribué à la fiabilité des résultats de cette évaluation. Dans un premier temps, Excel a permis le traitement efficace des données brutes, facilitant leur organisation dans un format structuré et exploitable, tout en assurant leur cohérence. Ensuite, des analyses statistiques approfondies ont été réalisées afin d'identifier les tendances clés, d'effectuer des comparaisons pertinentes entre différentes variables, et d'en tirer des conclusions solides. Enfin, les fonctionnalités de visualisation d'Excel ont permis de générer des graphiques et tableaux clairs, rendant les résultats accessibles et compréhensibles pour l'ensemble des parties prenantes. L'utilisation d'Excel a ainsi contribué à une analyse rapide, précise et structurée, renforçant la crédibilité des conclusions de cette évaluation.

1.5 ASSURANCE QUALITE

L'utilisation de KoboCollect dans cette évaluation a été accompagnée d'un ensemble de mesures rigoureuses visant à garantir la qualité des données collectées. Tout d'abord, les outils de collecte ont été standardisés : les questionnaires ont été conçus, testés et validés pour assurer leur clarté, leur cohérence et leur adéquation aux objectifs de l'étude. Les formats de saisie et les guides d'entretien ont également été harmonisés, réduisant ainsi les risques de biais entre enquêteurs. Ensuite, une formation approfondie d'une journée a été dispensée aux agents de collecte. Elle a porté à la fois sur l'usage technique de KoboCollect (saisie sur tablette, navigation dans les formulaires) et sur les bonnes pratiques méthodologiques (détection des biais, validation des réponses, éthique de l'entretien).

Par ailleurs, les fonctionnalités intégrées dans KoboCollect ont joué un rôle clé dans le renforcement de la qualité des données : des règles de validation automatisées ont permis de limiter les erreurs et incohérences lors de la saisie, tandis que l'enregistrement des données en temps réel assurait leur sécurité et intégrité, évitant toute perte ou falsification accidentelle. Enfin, une supervision en temps réel a été assurée durant toute la phase de collecte. Elle a permis de suivre l'avancement du travail sur le terrain, de repérer rapidement toute anomalie et d'apporter les ajustements nécessaires, assurant ainsi une cohérence globale et une fiabilité maximale des données.

En outre, il est important de souligner le rôle clé joué par l'équipe de coordination du cluster CCCM-Abris-NFI, dont l'engagement et le professionnalisme ont été des leviers essentiels à chaque étape de cette évaluation. Leur appui constant depuis la planification initiale jusqu'à l'analyse des données, en passant par la mise en œuvre sur le terrain a fortement contribué à la fluidité et à la rigueur du processus.

1.6 LIMITE DE L'EVALUATION

Cette mission d'évaluation comme toute activité terrain ne s'est pas déroulé sans difficultés. L'état de la dégradation des routes n'a pas facilité l'accès à certaines localités.

2.0. RESULTAS ET ANALYSE DES DONNEES DE L'ENQUETE

2.1. PROFIL DES ENQUETES

L'échantillon interrogé se compose de 733 ménages, comprenant 387 femmes (53 %) et 346 hommes (47 %). Bien que les femmes soient légèrement plus représentées, la répartition entre les sexes demeure relativement équilibrée, ce qui garantit une diversité appréciable des points de vue selon le genre.

Concernant plus spécifiquement le sexe du chef de ménage, les femmes représentent également 53 % de l'ensemble, contre 47 % pour les hommes. Cette légère majorité féminine reflète une structure où les femmes occupent un rôle central dans la gestion du ménage, un élément important à considérer dans l'analyse des dynamiques familiales et des besoins des foyers.



2.2. TYPES D'ABRIS ET DE TOITURES

Types d'abris occupés par les ménages

La majorité des ménages enquêtés vivent dans des abris d'urgence ou de transition composés d'une structure avec cordes et paille, représentant 55 % des cas. Environ 31 % des ménages résident dans un

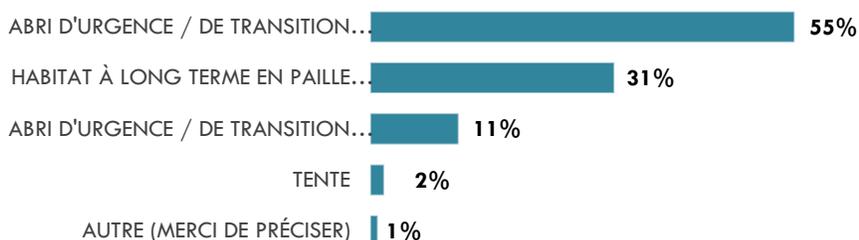


Figure 1 : Répartition de type d'abris occupé par les ménages

habitat à long terme en paille, correspondant à un habitat traditionnel. Les abris d'urgence construits avec des bâches constituent 11 % des logements. Les tentes sont très peu utilisées, ne représentant que 2 % des situations, tandis que seulement 1 % des ménages vivent dans un autre type d'abri. Ces données montrent une forte dépendance aux solutions d'hébergement temporaires, souvent précaires, soulignant la nécessité d'interventions durables en matière de logement.

Types de toiture des abris dans les sites évalués

L'analyse des types de toiture des abris révèle une prédominance marquée des toits en paille, représentant 90 % des structures. Cette toiture, qu'elle soit traditionnelle ou conçue pour l'urgence, reste vulnérable aux intempéries, notamment aux infiltrations en saison des pluies, ce qui impacte directement les conditions de vie des ménages. Les toitures en bâche concernent 9 % des abris ; elles sont souvent peu durables et offrent une faible protection thermique et structurelle. Enfin, seuls 1 % des abris sont couverts de tôle, un matériau plus résistant. Cette répartition met

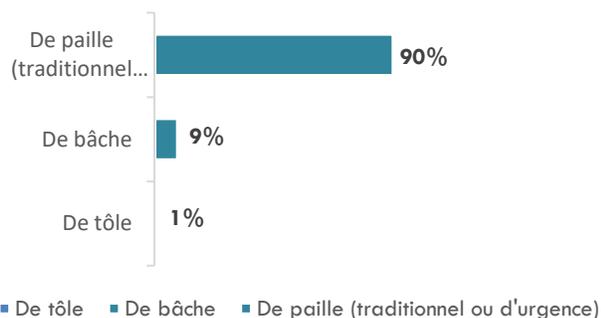


Figure 2 : Répartition des abris selon le type de toiture

en lumière la fragilité généralisée des structures de toiture dans les sites d'hébergement, avec des conséquences notables sur le confort, la sécurité et les pratiques quotidiennes des ménages.

2.3. ETAT EXTERIEUR DES ABRIS

L'examen de l'état extérieur des abris a révélé un niveau de dégradation généralisé affectant gravement les conditions de vie des ménages. Les problèmes les plus fréquemment signalés concernent la toiture, avec 47 % des logements présentant des fissures ou des ouvertures, et 39 % étant exposés à un risque d'effondrement. Les portes et fenêtres, souvent manquantes ou endommagées (37 %), laissent les habitations ouvertes aux intrusions et aux intempéries. Les fondations et sols sont aussi touchés (23 %), tout comme les murs (22 %), ce qui affecte la stabilité globale des structures. Le manque d'éclairage extérieur, mentionné par près de la moitié des ménages (48 %), aggrave encore les risques liés à l'insécurité nocturne. De plus, la présence de termites (41 %) constitue une menace constante pour l'intégrité des matériaux naturels utilisés dans la construction. Globalement, ces constats mettent en évidence un besoin urgent de réhabilitation de l'enveloppe extérieure des logements, condition essentielle pour garantir sécurité, dignité et protection aux populations concernées.

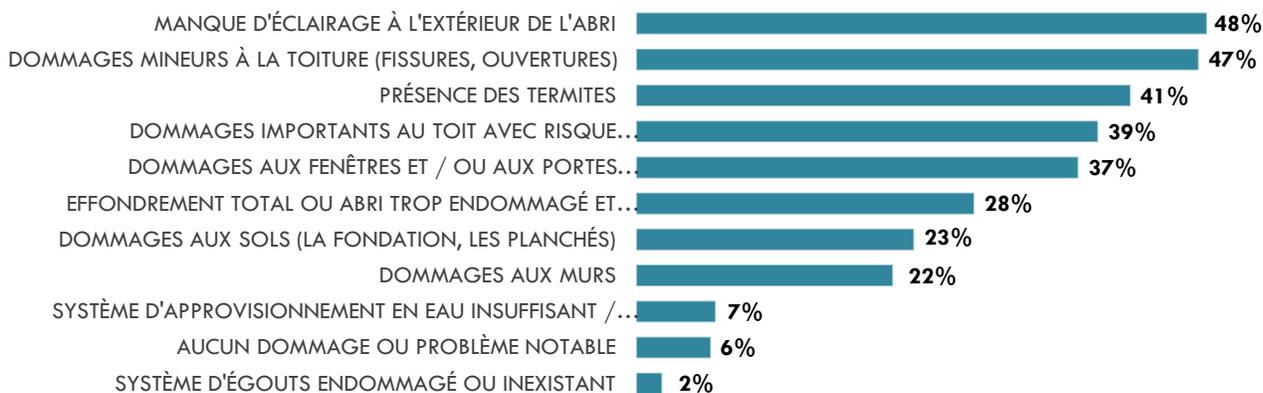


Figure 3: Etat extérieur des abris

2.4. ETAT INTERIEUR DES ABRIS

L'état intérieur des abris a révélé des conditions de vie particulièrement précaires, marquées par des contraintes majeures en matière d'espace, de sécurité et de confort. Le manque d'espace a été le problème le plus fréquemment signalé, touchant 64 % des ménages. Cela traduit une situation de surpeuplement généralisé, incompatible avec les normes minimales d'habitabilité. Par ailleurs, la moitié des logements ne peuvent pas être fermés à clé, exposant les occupants à des risques d'insécurité. Les fuites d'eau en cas de pluie (47 %) et l'absence d'intimité due notamment au manque de cloisons ou de portes (43 %) aggravent les conditions de vie, en particulier pour les femmes et les enfants. Le manque d'éclairage intérieur et l'absence d'isolation thermique ont concerné également plus de 4 ménages sur 10, tout comme une ventilation insuffisante, qui contribue à une mauvaise qualité de l'air. Enfin, un quart des ménages sont incapables de maintenir une température confortable, faute d'équipements adaptés ou de vêtements suffisants. Ces multiples facteurs combinés ont témoigné d'un environnement intérieur insalubre, peu sécurisé et indigne, nécessitant des interventions urgentes en matière de réhabilitation de l'habitat.

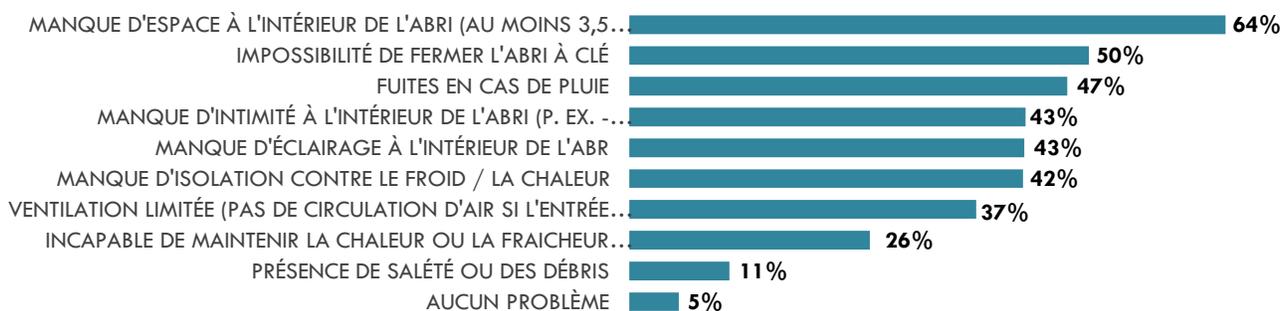


Figure 4: Etat intérieur des abris

Points clés : Un constat alarmant sur l'état des abris

L'état général des abris révèle une précarité extrême, tant sur le plan structurel que fonctionnel. La quasi-totalité des logements sont bâtis avec des matériaux naturels très fragiles, notamment la paille (90 %), utilisée à la fois pour les murs et la toiture. Cette dépendance aux ressources locales, bien qu'adaptée au contexte, expose fortement les habitations aux aléas climatiques et aux dégradations rapides.

Les alternatives, comme les bâches (11 %) ou les tôles (1 %), restent très minoritaires et n'offrent pas une meilleure protection. Sur le plan extérieur, la situation est critique : près de la moitié des toitures présentent des fissures importantes (47 %) ou un risque réel d'effondrement (39 %). Les portes et fenêtres, souvent absentes ou gravement endommagées (37 %), laissent les habitants exposés à l'insécurité et aux intempéries.

À l'intérieur, les conditions de vie sont gravement dégradées. Le manque d'espace touche 64 % des logements, tandis que l'impossibilité de verrouiller les portes (50 %), les fuites d'eau (47 %) et l'absence totale d'intimité (43 %) compromettent la sécurité et la dignité des occupants. De plus, une mauvaise ventilation, une isolation thermique quasi inexistante, un éclairage insuffisant et la prolifération de termites (41 %) rendent les espaces insalubres et invivables. Enfin, un quart des logements ne permettent même pas de maintenir une température confortable, accentuant la vulnérabilité des habitants.

Ces éléments témoignent d'une situation d'urgence. L'ampleur et la gravité des défaillances appellent à des interventions rapides et coordonnées pour garantir des conditions de vie dignes, sûres et durables. Sans cela, la santé, la sécurité et le bien-être des populations concernées continueront à se détériorer gravement

2.4.1 Capacité des ménages à cuisiner sur les sites d'hébergement

L'évaluation révèle que la grande majorité des ménages interrogés (81,72 %) sont en mesure de cuisiner dans leur lieu de vie actuel, mais rencontrent des difficultés importantes. Ces obstacles peuvent inclure un accès limité à des équipements de cuisine, un espace insuffisant, ou des problèmes liés à la sécurité ou à l'approvisionnement en énergie. Seuls 12,96 % des ménages déclarent pouvoir cuisiner sans problème, ce qui témoigne d'une situation préoccupante en matière d'autonomie alimentaire. Par ailleurs, 3,41 % des répondants indiquent ne pas pouvoir cuisiner du tout, tandis que 1,64 % précisent ne pas en avoir besoin dans leur hébergement actuel (par exemple si des repas leur sont fournis). Le faible taux de non-réponse (0,27 %) renforce la fiabilité des données collectées. Ces résultats soulignent l'importance de renforcer l'accès à des infrastructures de cuisine adaptées et sécurisées, afin d'améliorer les conditions de vie et la dignité des personnes concernées.

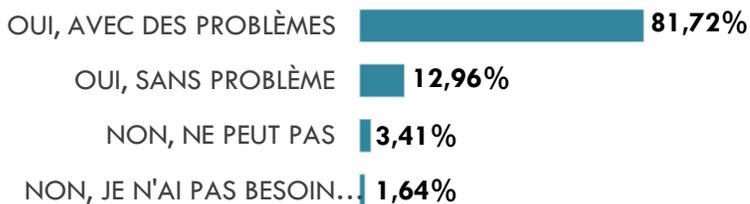


Figure 5: Proportion des ménages pouvant cuisiner là où ils sont

Seuls 12,96 % des ménages déclarent pouvoir cuisiner sans problème, ce qui témoigne d'une situation préoccupante en matière d'autonomie alimentaire. Par ailleurs, 3,41 % des répondants indiquent ne pas pouvoir cuisiner du tout, tandis que 1,64 % précisent ne pas en avoir besoin dans leur hébergement actuel (par exemple si des repas leur sont fournis). Le faible taux de non-réponse (0,27 %) renforce la fiabilité des données collectées. Ces résultats soulignent l'importance de renforcer l'accès à des infrastructures de cuisine adaptées et sécurisées, afin d'améliorer les conditions de vie et la dignité des personnes concernées.

2.4.2 Principaux obstacles à la préparation des repas sur les sites d'hébergement

Les principales difficultés rencontrées par les ménages pour cuisiner dans les abris d'urgence révèlent une combinaison de contraintes matérielles, structurelles et sécuritaires. Le manque d'articles ménagers essentiels (ustensiles, casseroles, vaisselle, etc.) constitue le principal obstacle,

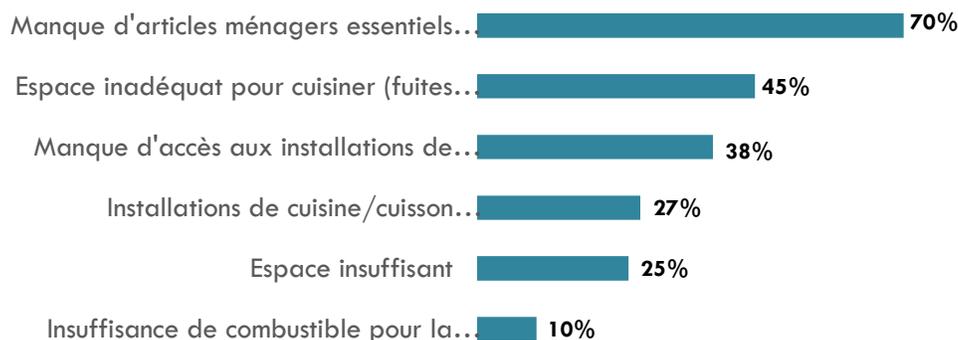


Figure 6 : Les obstacles à la préparation des repas sur les sites

mentionné par 70 % des répondants. Ce déficit rend la préparation des repas difficile, voire impossible pour de nombreuses familles. De plus, 45 % signalent que l'espace de cuisine est inadéquat, notamment en raison de fuites en cas de pluie ou d'une mauvaise ventilation, ce qui peut poser des risques sanitaires. Le manque d'accès aux installations de cuisine ou de cuisson touche 38 % des ménages, tandis que 27 % indiquent que les installations existantes sont dangereuses (risques d'incendie, mauvaise isolation, etc.). Par ailleurs, 25 % évoquent un espace tout simplement insuffisant pour cuisiner, et 10 % une insuffisance de combustible. Ces chiffres soulignent la nécessité d'une réponse rapide et adaptée pour améliorer l'environnement de cuisine sur les sites d'hébergement, en mettant à disposition des équipements sûrs, fonctionnels et en quantité suffisante pour répondre aux besoins fondamentaux des ménages.

2.4.3 Capacité à dormir et causes des problèmes de sommeil

La grande majorité des répondants (83,90 %) ont indiqué pouvoir dormir dans leur abri, mais ont évoqué diverses difficultés. Ces problèmes sont étroitement liés à des conditions de vie inconfortables ou insalubres, notamment un manque d'espace pour dormir, des températures extrêmes (trop froides ou trop chaudes), ou encore un manque d'intimité. Parmi les principales causes identifiées, 75 % des répondants ont signalé l'absence d'articles ménagers essentiels comme des matelas, des couvertures ou des moustiquaires nuisant à un sommeil réparateur et accroissant les risques d'exposition aux insectes, à la chaleur ou au froid. De plus, 59 % des personnes interrogées ont rapporté un espace inadéquat au sommeil, souvent à cause de fuites d'eau, de bruit constant ou d'un agencement peu approprié. L'insuffisance d'espace (57 %) constitue également un facteur important, créant une promiscuité défavorable au repos. Enfin, près de 22 % évoquent des problèmes de sécurité, notamment un

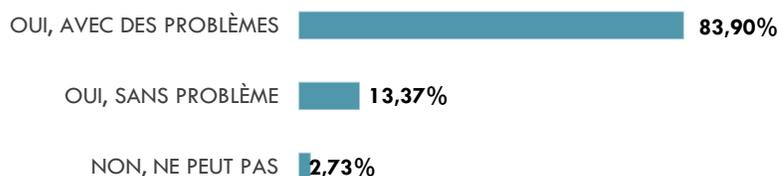


Figure 7 : Proportion des ménages pouvant dormir là où ils sont

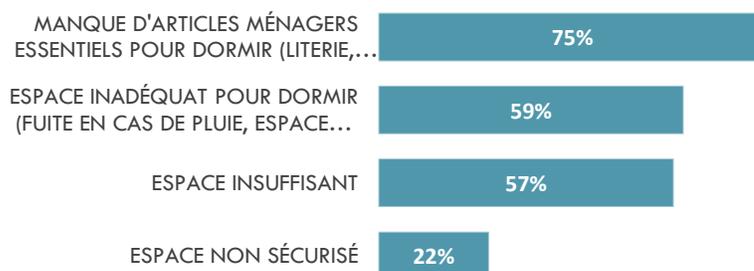


Figure 8 : Répartition des causes de problème de sommeil

Enfin, près de 22 % évoquent des problèmes de sécurité, notamment un

environnement non sécurisé, générateur de stress et d'anxiété. À l'inverse, 13,37 % des répondants déclarent pouvoir dormir sans problème, indiquant qu'ils disposent de conditions de vie plus adaptées. Une proportion marginale (2,73 %) a indiqué toutefois ne pas pouvoir dormir du tout dans leur abri, vraisemblablement en raison de conditions extrêmes telles que des dégâts structurels importants ou une insécurité marquée. Ces constats soulignent l'importance cruciale d'un espace adéquat, sécurisé et équipé pour garantir un sommeil de qualité.

Points clés : Des conditions de vie profondément dégradées

L'analyse des données met en lumière des difficultés majeures affectant la qualité de vie des répondants, en particulier en matière de repos et d'alimentation. Si une majorité (83,90 %) déclare pouvoir dormir, ce sommeil reste profondément perturbé par un environnement inadapté : manque d'espace, absence de confort et sentiment d'insécurité sont omniprésents. Ces conditions précaires compromettent sérieusement le repos, avec des conséquences directes sur la santé physique et mentale.

La privation d'articles ménagers essentiels est particulièrement alarmante. Trois quarts des répondants (75 %) manquent de matelas, de couvertures ou de moustiquaires. Des éléments pourtant de base pour garantir un minimum de confort et de protection. Le manque d'intimité, les infiltrations d'eau et l'insécurité exacerbent encore ces conditions, rendant les espaces de sommeil non seulement inconfortables, mais souvent hostiles.

En matière de cuisine, la situation est tout aussi critique. Environ 70 % des personnes interrogées déclarent ne pas disposer d'ustensiles de base (casseroles, poêles, couverts), ce qui rend la préparation des repas extrêmement difficile, voire impossible pour certains. Ce déficit matériel, combiné à des abris peu adaptés et dépourvus d'espaces sécurisés pour cuisiner, empêche les ménages de répondre à un besoin fondamental : **se nourrir dans des conditions dignes.**

Ces constats soulignent une dégradation sévère des conditions de vie, où les besoins élémentaires, dormir et se nourrir ne sont pas assurés. Ils appellent à des réponses urgentes et ciblées pour restaurer un minimum de confort, de sécurité et de dignité au sein des foyers.

2.5. BESOINS PRIORITAIRES

La majorité des répondants soit 51,02 (Figure 6) expriment un besoin urgent en assistance sous forme de provision directe de biens non alimentaires essentiels, une

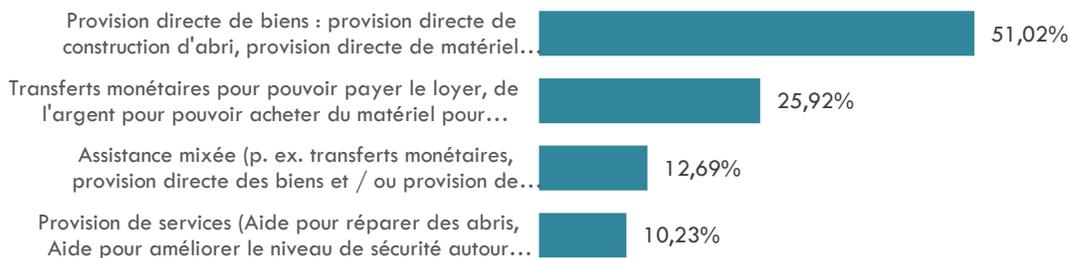


Figure 9: Besoins prioritaires des répondants

préférence qui fait écho à la forte proportion de répondants signalant des manques critiques dans des articles de première nécessité. Les besoins les plus fréquemment rapportés concernent les casseroles et marmites (92 %), les supports de couchage (92 %), les bidons plastiques (91 %), ainsi que les couvertures, lampes solaires et contenants pour l'eau. Ces lacunes essentielles limitent la capacité des ménages à cuisiner, se reposer et maintenir des conditions d'hygiène minimales. Bien que 25,92 % des répondants soient ouverts aux transferts monétaires, la préférence marquée pour la distribution directe reflète probablement l'urgence des besoins. Une réponse humanitaire adaptée devra donc prioriser la distribution directe d'articles essentiels tout en explorant, là où cela est possible, des approches mixtes

incluant un appui monétaire ciblé et une assistance technique pour la réparation ou la sécurisation des abris.

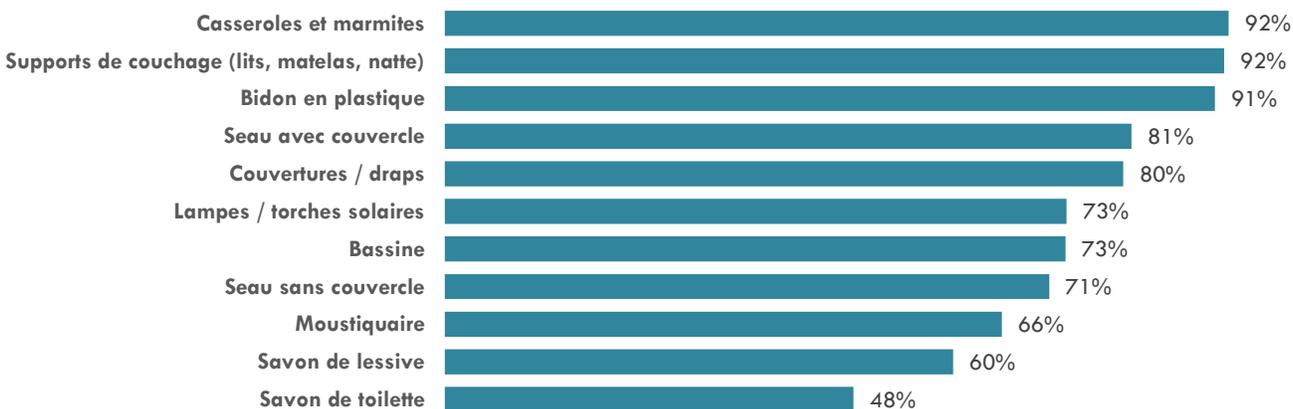


Figure 10: Les articles ménagers manquants au sein des ménages

2.6. IMPACT SUR LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITES

Santé

Les conditions inadéquates de logement, notamment les fuites, la mauvaise ventilation, et les structures fragiles, favorisent l'apparition de maladies respiratoires et de problèmes de santé liés à l'humidité. Ces conditions ont un impact direct sur la santé des individus, en particulier des enfants et des personnes âgées. De plus, l'insuffisance de moustiquaires et d'articles de protection augmente le risque de maladies vectorielles telles que le paludisme.

Sécurité Alimentaire

La précarité des abris et l'absence d'installations de cuisson appropriées affectent gravement la sécurité alimentaire des ménages. 70% des répondants ont signalé un manque d'ustensiles de cuisine essentiels, ce qui les empêche de cuisiner de manière efficace et saine. Les espaces restreints dans les abris et l'absence de ventilation augmentent le risque d'accidents, notamment les incendies.

Éducation

Les conditions de logement influencent également l'accès à l'éducation. Les espaces réduits et inadaptés à la vie familiale et à l'étude perturbent les enfants, rendant difficile leur concentration et leur bien-être. L'absence d'un environnement sécurisé pour les enfants complique leur développement et leur accès à l'éducation.

WASH (Eau, Hygiène et Assainissement)

Les conditions de vie difficiles des répondants, notamment l'insuffisance d'espace, la présence de fuites dans les abris et les manques d'équipement sanitaire, ont des implications directes pour la santé publique et l'accès à des conditions d'hygiène de base. Par exemple, les fuites dans les abris (45 % des répondants) peuvent non seulement entraîner des inondations et de la moisissure, mais aussi compromettre l'accès à des installations sanitaires propres et sécurisées, augmentant ainsi les risques de maladies hydriques. De plus, l'absence de toilettes adéquates ou d'accès à l'eau potable dans les zones d'habitat précaires peut avoir un impact direct sur la sécurité sanitaire des individus. Ces difficultés soulignent l'urgence d'intégrer des interventions WASH pour assurer un environnement de vie plus sain et sécuritaire.

Protection

En ce qui concerne la protection, plusieurs aspects des données observées pointent vers des vulnérabilités accrues, en particulier en ce qui concerne la sécurité physique des personnes dans leur abri. Un manque d'intimité à l'intérieur de certains abris (43 % des répondants) ou l'absence de fermeture sécurisée (50 %) peuvent exposer les individus, notamment les femmes et les enfants, à des risques accrus de violence et d'abus sexuels. De plus, les espaces non sécurisés, l'insuffisance de sécurité autour des abris (22 % des répondants), ainsi que les conditions de logement insalubres augmentent les risques de violence en raison de l'isolement des communautés et du manque de surveillance sociale. En conséquence, une réponse intégrée en matière de protection est nécessaire pour améliorer la sécurité physique et psychologique des personnes, en fournissant des abris plus sûrs et des mécanismes de soutien adaptés.

2.7. REDEVABILITE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Une analyse des retours des bénéficiaires révèle que 83,49% des personnes interrogées ne connaissent pas le mécanisme de plainte, ce qui limite potentiellement son utilisation. Parmi celles qui ont déposé une plainte, seulement 31,36% ont eu recours à ce processus, ce qui met en évidence des obstacles possibles comme la méconnaissance ou des perceptions négatives. Par ailleurs, bien que 40,54% des plaintes aient reçu une réponse, près de 59,46% restent sans suivi, suggérant des lacunes dans la gestion ou la communication, ce qui pourrait affecter la confiance des bénéficiaires envers le système.

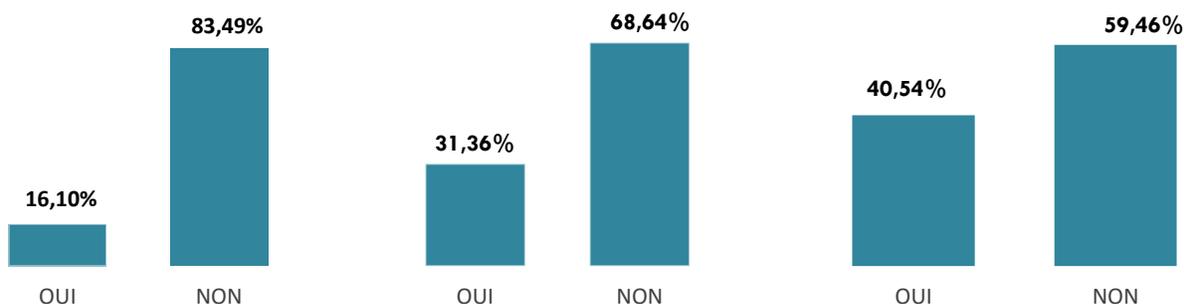


Figure 11: Proportion des ménages qui savent comment faire une suggestion de plaintes
 Figure 12: proportion des ménages ayant déjà déposé une plainte
 Figure 13: Proportion de feedback

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les résultats montrent que les conditions de logement et les kits NFI sont des facteurs clés influençant plusieurs autres domaines essentiels à la survie des ménages. Il est crucial d'adopter une approche multisectorielle pour répondre aux besoins des populations. Il est crucial que les partenaires humanitaires et les autorités locales coordonnent leurs efforts pour offrir des solutions complètes et durables.

Cette évaluation a permis de mettre en évidence et de classer par ordre de priorité les besoins humanitaires multisectoriels des ménages dans les communes de Bakouma, Alindao, Ndele et Zémio.

Abris

- Réhabilitation des abris en état critique
- Prévention des termites avec des traitements adaptés (?)
- Améliorations de l'éclairage pour la sécurité extérieure (lampe torche)
- Aménagement des cuisines communautaires

AME

Fournir des ustensiles de cuisine essentiels tels que casseroles, poêles, couteaux et ustensiles de table

Distribution d'articles de couchage : Nattes, couvertures, moustiquaire etc.

Redevabilité

Mise en place des activités de redevabilité : Sensibiliser les PDI pour qu'elles connaissent et manifestent la plénitude de leur droit à la lumière des engagements communautaires.

Santé

Mettre en place un système de surveillance communautaire pour détecter rapidement les cas de maladies respiratoires et vectorielles.

Faciliter l'accès aux structures de santé (cliniques mobiles, transport, orientation) pour les populations vivant dans des conditions précaires.

Former les agents communautaires sur les symptômes à surveiller et les bonnes pratiques de prévention.

Mener des campagnes d'information sur la prévention des maladies liées à l'humidité, au froid et aux moustiques.

WASH

Mettre en place des infrastructures d'eau potable durables et facilement accessibles.

Installer ou réhabiliter des latrines sécurisées, en tenant compte des besoins spécifiques des femmes, enfants et personnes en situation de handicap.

Assurer un accès régulier à des installations de lavage des mains, avec savon ou solution hydroalcoolique.

Mener des campagnes de sensibilisation communautaires sur l'importance de l'hygiène et des pratiques sanitaires sûres.

Impliquer les comités locaux et les leaders communautaires dans la diffusion de bonnes pratiques WASH.

Protection

Mettre en place des systèmes sûrs et accessibles pour signaler les incidents de protection, y compris les violences basées sur le genre.

Assurer la disponibilité de services de soutien psychosocial, juridique et médical pour les survivants de violences ou d'abus.

Former les membres de la communauté et les acteurs humanitaires à la détection des cas de protection et à leur prise en charge.

ANNEXE

ANNEXE 1



HDS DRAFT
QUESTIONNAIRE EVA



HDS FGD.pdf



ANNEXE 3



ANNEXE 4



ANNEXE 5

